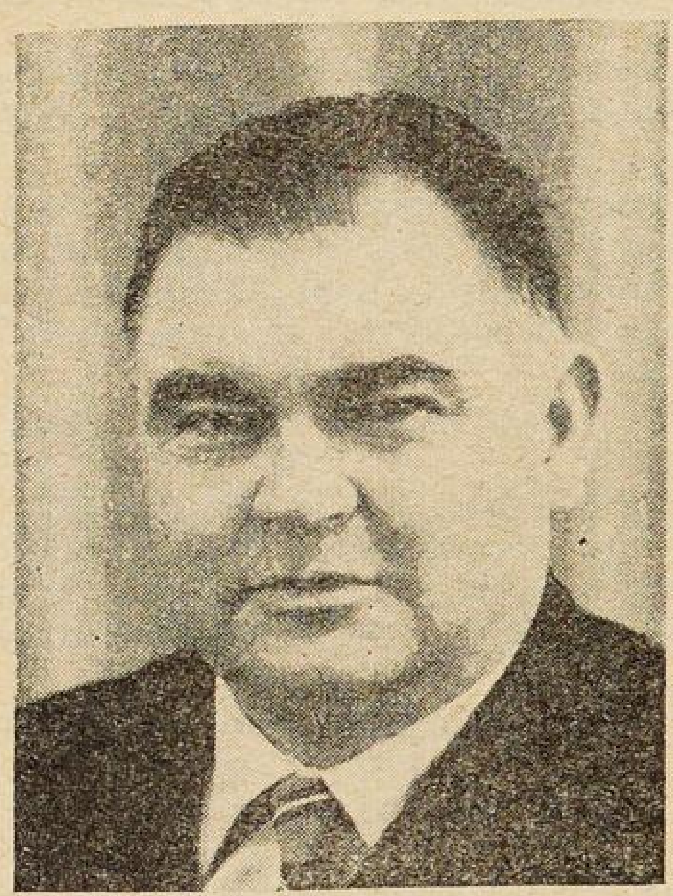
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

9me Circonscription de la Seine-Maritime

(Cantons de DIEPPE, ENVERMEU, EU, LONGUEVILLE-SUR-SCIE, OFFRANVILLE)

PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Candidature Louis BOISSON



Louis BOISSON

Remplaçant éventuel :

Gilbert GUESDON

Nos Candidats :

Louis BOISSON

50 ans, né dans le Gard. Fixé au Tréport depuis 1934. Maire du Tréport depuis 1944. Conseiller Général depuis 1945. Administrateur actif, dévoué. A fait ses preuves sur le plan local et sur le plan départemental. Saura concilier les intérêts multiples et divers de la Circonscription avec l'intérêt national.

Gilbert GUESDON

Remplaçant éventuel.

Professeur, Conseiller Municipal de Dieppe, Président - Fondateur de l'Université Populaire. Sympathiquement connu, esprit ouvert, cultivé et éclairé.



Gilbert GUESDON

PROGRAMME D'ACTION qu'ils s'engagent à défendre :

1. — **POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE** — Expansion économique dans l'industrie et l'agriculture.

Suppression du chômage par l'organisation de l'économie nationale, la formation professionnelle, l'orientation de la main d'oeuvre, la formation de techniciens et de savants.

Plan de modernisation et d'équipement tenant compte des nécessités du Marché Commun.

Orientation de l'agriculture assurant aux producteurs l'écoulement de leurs produits à des prix rémunérateurs — Sécurité des prix par leur indexation — Révision sérieuse des prix et des produits industriels nécessaires à l'exploitation — Effort de modernisation et d'équipement en accord avec les organisations professionnelles agricoles.

Politique de crédit — Equitable répartition du revenu national — Sécurité du Travail et de la Vieillesse. Assurance pour les salariés d'une rétribution garantie ; moyens pour faire face à l'ensemble des risques professionnels — Attribution d'avantages égaux à ceux des autres catégories de Travailleurs pour les paysans, les artisans et les commerçants.

Prise en charge par la Nation de tous ceux qui ont consacré leur vie au travail.

Pour cela, absolue nécessité de défendre la monnaie par :
la lutte contre l'inflation, un contrôle efficace des prix, la réforme fiscale, difficile à réaliser, mais absolument indispensable. Cette oeuvre peut se réaliser par une meilleure application du plan et une redistribution judicieuse du revenu national.

La construction de logements et d'écoles, la réforme de l'enseignement sont des impératifs urgents.

2. — **PROBLEMES D'OUTRE-MER.** — Les thèses défendues depuis toujours par le Parti Socialiste (dépôt et application de la loi-cadre) ont permis au gouvernement du Général de Gaulle de présenter une option claire aux pays d'Outre-Mer. Le résultat du référendum outre-mer a permis de faire l'économie d'une étape nationaliste. Les populations de tous les territoires (sauf la Guinée) ont affirmé leur volonté de construire, avec la France, une communauté fraternelle et solidaire qui permettra d'édifier un puissant ensemble prospère.

C'est la voie que les Socialistes avaient depuis longtemps tracée.

3. — **PROBLEME ALGERIEN.** — La guerre d'Algérie dure depuis 4 ans. Elle est à l'origine des événements du 13 MAI. Sa prolongation est un danger pour nos libertés, nos finances, notre économie, notre développement social et notre position internationale. Toutes les réformes seront inopérantes si, dans le respect de la légalité républicaine, on ne restitue pas la prééminence aux pouvoirs civils. Il faut réduire à l'impuissance « les ultras ». dissoudre les Comités de Salut Public, assurer la liberté des campagnes électorales et la sincérité des scrutins.

La solution est politique. On ne résoud pas ce problème avec des slogans. « L'intégration » ne peut être

acceptée car nous craignons qu'elle ne corresponde pas à la volonté sincère de la population, même, et peut-être surtout de ceux qui s'en proclament les champions.

Le but est la coexistence harmonieuse des deux communautés, dans la reconnaissance d'une personnalité algérienne et d'une totale égalité des droits.

Nous sommes contre la solution qui amènerait l'élimination de la minorité algérienne d'origine européenne ou le maintien d'un régime périmé d'autorité et de privilèges au profit d'une formation de la population au détriment de l'autre.

Il faut rétablir la paix en Algérie, en recherchant, avec ceux qui se battent, un cessez-le-feu accompagné de garanties réciproques. La solution résultera de négociations avec les représentants qualifiés de la population sans aucune exclusive.

POLITIQUE INTERNATIONALE. — Respect du droit et des traités. Participation de la France aux travaux de l'O.N.U.

Effort accru en vue du désarmement contrôlé. Arrêt contrôlé des expériences nucléaires pour un délai de 2 ans en vue d'arriver à un accord — Poursuite de la Construction de l'Europe — Adaptation de l'économie française au Marché Commun — Aide en faveur des pays sous développés — Maintien de notre système de sécurité collective au sein de l'Alliance Atlantique — Développement des échanges économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest.

L'essentiel demeure dans une paix désarmée sans laquelle ne peut exister de liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures, ni plein épanouissement des ressources de l'esprit HUMAIN.

CIRCONSCRIPTION DE DIEPPE : Nous nous engageons à défendre les intérêts de toute la circonscription. Il est ridicule d'opposer DIEPPE à EU ou au TREPORT. Il importe de développer et de défendre l'industrie touristique (développement des cures marines, amélioration des routes nationales, création de la route des falaises). Révision du classement des stations — Perception facultative de la taxe de séjour — Modification, en faveur des communes, du prélèvement du produit des jeux — Défense de l'industrie hôtelière.

Ligne DIEPPE - NEWHAVEN. — Elle doit être maintenue. Tous les moyens doivent être mis en oeuvre. Son maintien est vital pour tout le département.

Une étude doit être faite, des mesures doivent être prises pour que nos chalutiers n'aient pas intérêt à aller débarquer le produit de leur pêche à Boulogne-sur-Mer. Les rivalités entre les Chambres de Commerce de Rouen, Le Havre et Dieppe doivent cesser. L'autorité sur le plan national doit se manifester. Il est inconcevable que le Port de Rouen s'équipe pour les fruits exotiques alors que le port de Dieppe est outillé suffisamment pour faire face au trafic.

La création d'un aéroport arrive avec plusieurs années de retard ; l'exemple du Touquet-Paris-Plage aurait dû, dès l'après-guerre, être suivi.

Nous travaillerons à l'implantation de nouvelles industries car, en 1962 au plus tard, il faudra, dans ce département, trouver du travail chaque année à 10.000 jeunes.

Des erreurs dues à l'imprévision ont été commises. Elles ont affaibli notre potentiel économique au profit de la région du Nord. Un redressement s'impose en entreprenant une action à longue échéance d'obtention de crédits substantiels pour l'équipement et la modernisation des ports de DIEPPE et du TREPORT.

Nous chercherons à obtenir la construction et l'implantation de deux marchés-abattoirs, un dans le Pays de Bray, l'autre dans le Pays de Caux, afin de lutter contre l'anarchie résultant d'un seul marché à Rouen et d'obtenir une mercuriale des prix dans les lieux de production. La culture de la pomme à couteau, sa conservation dans des installations adéquates (exemple Alpes-Coop-fruit dans les Hautes-Alpes, qui travaille 9.000 tonnes de pommes par an), l'industrie du jus de pomme, si développée en Allemagne, seront l'objet de nos préoccupations.

Il dépend des électeurs que les 5 ans de la prochaine législature se déroulent sous le signe de l'expansion économique, du progrès social et de la justice sociale.

Le Parti Socialiste, à l'heure du choix, entre le retour du Général de Gaulle et le chaos, a choisi.

A ses côtés, il a permis l'union de tous ceux qui, dans le pays, souhaitent ardemment la réalisation de cette République pure et dure que nous attendons. Des résultats appréciables ont déjà été obtenus.

Aux électeurs de voter pour le Parti Socialiste afin de le porter à l'avant-garde de la Vme République.

Louis BOISSON

Inspecteur Central des P. T. T.
Maire du Tréport
Vice-Président du Conseil Général
Vice-Président de la Commission Départementale du Tourisme
Membre de la Commission Supérieure des Jeux
Membre du Bureau de l'Association des Maires de la Seine-Maritime
Membre du Comité d'Expansion Economique de la Seine-Maritime
Officier d'Académie — Chevalier du Mérite Touristique
Chevalier du Mérite Social

Gilbert GUESDON

Professeur de Mathématiques au Lycée de Dieppe
Conseiller Municipal de Dieppe
Président-Fondateur de l'Université Populaire
Officier d'Académie

Vu, le Candidat.

DECLARATION

Les Présidents des Comités Radicaux et Radicaux-Socialistes de la 9ème Circonscription, en accord avec la Fédération de la Seine-Maritime, soucieux d'éviter la dispersion des voix républicaines, lancent un vibrant appel à leurs militants et sympathisants en vue de soutenir avec discipline la candidature de Louis BOISSON, Vice-Président du Conseil Général.

Imprimerie du « Messager Eudois » — EU (Seine-Maritime) — Novembre 1958.